

## Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le <b>31/12/2024</b> (12 mois)		Exercice précédent <b>31/12/2023</b> (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	47 283	38 742	8 542	9 555
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	20 777		20 777	19 720
<b>TOTAL (I)</b>	<b>68 061</b>	<b>38 742</b>	<b>29 319</b>	<b>29 275</b>
Stocks en cours				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens et services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances usagers et comptes rattachés				
Autres créances				
. Fournisseurs débiteurs				1 200
. Personnel				
. Organismes sociaux	22		22	
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires				
. Autres	42 680		42 680	41 291
Valeurs mobilières de placement	1 000 000		1 000 000	814 031
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	721 943		721 943	835 992
Charges constatées d'avance	13 038		13 038	16 766
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 777 683</b>		<b>1 777 683</b>	<b>1 709 281</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 845 744</b>	<b>38 742</b>	<b>1 807 002</b>	<b>1 738 556</b>

## Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Ecart de réévaluation			
. Réserves	1 501 834	1 401 859	99 975
. Report à nouveau			
. Résultat de l'exercice	85 056	99 975	- 14 919
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 586 890</b>	<b>1 501 834</b>	<b>85 056</b>
Provisions pour risques et charges			
<b>TOTAL (II)</b>			
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources			
<b>TOTAL (III)</b>			
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées	15	15	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	15 202	24 318	- 9 116
Autres	204 895	212 389	- 7 494
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>220 112</b>	<b>236 722</b>	<b>- 16 610</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 807 002</b>	<b>1 738 556</b>	<b>68 446</b>
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

## Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services	42 680		42 680	41 291	1 389
<b>Montants nets produits d'expl.</b>	<b>42 680</b>		<b>42 680</b>	<b>41 291</b>	<b>1 389</b>
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation			17 980	19 228	- 1 248
Cotisations			1 440 200	1 415 332	24 868
Autres produits			0	245	- 245
Reprise de provisions					
Transfert de charges			3 326	3 326	0,00
<b>Sous-total des autres produits d'exploitation</b>			<b>1 461 506</b>	<b>1 438 131</b>	<b>23 375</b>
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>1 504 186</b>	<b>1 479 422</b>	<b>24 764</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)					
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif					
Autres intérêts et produits assimilés			16 211	1 359	14 852
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				12 936	- 12 936
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			30 555	4 842	25 713
<b>Total des produits financiers (III)</b>			<b>46 765</b>	<b>19 137</b>	<b>27 628</b>
Produits exceptionnels					
Sur opérations de gestion					
Sur opérations en capital					
Reprises sur provisions et transferts de charges					
<b>Total des produits exceptionnels (IV)</b>					
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)</b>			<b>1 550 951</b>	<b>1 498 559</b>	<b>52 392</b>
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs					
<b>SOLDE DEBITEUR = DEFICIT</b>					
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>1 550 951</b>	<b>1 498 559</b>	<b>52 392</b>

Présenté en Euros

	Exercice clos le <b>31/12/2024</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2023</b> (12 mois)	Variation	%
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	16 351	14 227	2 124	14,93
Services extérieurs	128 847	120 535	8 312	6,90
Autres services extérieurs	470 204	461 853	8 351	1,81
Impôts, taxes et versements assimilés	50 694	50 091	603	1,20
Salaires et traitements	517 949	493 619	24 330	4,93
Charges sociales	260 082	248 535	11 547	4,65
Autres charges de personnels	2 034	1 940	94	4,85
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	3 741	4 481	- 740	-16,51
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions				
Autres charges		0		
<b>Total des charges d'exploitation (I)</b>	<b>1 449 900</b>	<b>1 395 280</b>	<b>54 620</b>	<b>3,91</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements	12 105	2 978	9 127	306,48
<b>Total des charges financières (III)</b>	<b>12 105</b>	<b>2 978</b>	<b>9 127</b>	<b>306,48</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
<b>Total des charges exceptionnelles (IV)</b>				
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)	3 890	326	3 564	N/S
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>1 465 896</b>	<b>1 398 584</b>	<b>67 312</b>	<b>4,81</b>
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
<b>SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT</b>	<b>85 056</b>	<b>99 975</b>	<b>- 14 919</b>	<b>-14,92</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 550 951</b>	<b>1 498 559</b>	<b>52 392</b>	<b>3,50</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature				
. Dons en nature				
<b>Total</b>				
<b>Charges</b>				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				



	Exercice clos le <b>31/12/2024</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2023</b> (12 mois)	Variation	%
Total				

## ANNEXE

## Préambule

L'objet social de l'entité est :

- d'assurer en permanence, la défense des intérêts professionnels de ses adhérents
- de représenter non adhérents auprès de tout organisme public ou privé ou instance nationale ou internationale ayant à connaître de l'activité ou des intérêts professionnels de ses adhérents
- d'étudier toutes questions d'ordre juridique, réglementaire, social, technique, économique et financier, susceptibles d'intéresser la profession de la répartition pharmaceutique.
- d'entreprendre des actions de formation auprès de ses adhérents sur tous les sujets concernant l'exercice de la profession de la répartition pharmaceutique.
- de centraliser et de diffuser à ses adhérents la documentation dont il peut avoir connaissance dans ces différents domaines.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

La chambre syndicale représente la « profession » auprès des interlocuteurs de ce secteur d'activité

- pouvoirs publics, presse, syndicats professionnels de la pharmacie (industrie et officine), partenaires sociaux & - pour défendre les intérêts communs à l'ensemble des grossistes répartiteurs.

Elle a également la responsabilité de faire « vivre » la Convention Collective Nationale de la Répartition Pharmaceutique, au travers de sa Commission Sociale. Cette dernière travaille régulièrement avec les Organisations Syndicales Représentatives de salariés, permettant de développer le dialogue social dans la Branche, et la signature d'accords de façon régulière (salaires, formations de branche, régime de prévoyance&).

Les moyens mis en oeuvre :

a/ La Chambre Syndicale de la Répartition Pharmaceutique a un Conseil d'Administration composé de 7 membres qui sont représentants des principaux adhérents.

b/ Les commissions de la CSRP sont des groupes de travail permanents ou ponctuels spécialisés dans des domaines intéressant et concernant les grossistes-répartiteurs : social, achats, économie, logistique, vétérinaire... Elles sont composées de représentants nommés par les entreprises adhérentes et se réunissent autour d'un permanent de la CSRP.

Leur mission consiste à analyser, au sein de leur domaine spécifique, les évolutions au niveau de la branche

## Principes comptables généraux

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par les règlements ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié et complété des mises à jour en vigueur actuellement, ANC N° 2018-06 du 05 décembre 2018 , et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Faits caractéristiques de l'exercice

## Règles et méthodes comptables

Aucun évènement sur l'exercice

## Règles et méthodes comptables (suite)

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement ou à leur coût de production comprenant le coût d'acquisition des matières consommées, les charges directes et indirectes de production ou à leur valeur vénale.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production ou à l'acquisition d'immobilisations sont inclus dans le coût de production ou d'acquisition de ces immobilisations.

L'entreprise n'a pas identifié d'immobilisations décomposables.

### Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Immobilisations non décomposables

L'entreprise a fait le choix d'appliquer les mesures de simplification propres aux PME et qui consistent essentiellement dans le maintien de la durée d'usage et du mode d'amortissement pour les immobilisations non décomposables.

## Règles et méthodes comptables (suite)

### Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode “ premier entré, premier sorti ”.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du “ coût unitaire moyen pondéré ”.

Les stocks sont évalués au coût d’acquisition composé du prix d’achat et des frais accessoires d’achat, sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement.

Les produits fabriqués et en-cours sont valorisés au coût de production comprenant le coût d’acquisition des matières consommées et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Les produits fabriqués et en-cours sont valorisés au prix de vente hors taxes, diminué d’un abattement suivant le degré d’avancement des travaux.

Une dépréciation est effectuée sur les produits dont le prix de revient calculé est supérieur au cours du jour ou à la valeur probable de réalisation.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée, lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur comptable.



## Notes sur le bilan actif

Immobilisations brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	47 844	2 727	3 288	47 283
Immobilisations corporelles	19 720	1 057		20 777
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>67 564</b>	<b>3 785</b>	<b>3 288</b>	<b>68 061</b>

Amortissements et dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	38 289	3 741	3 288	38 742
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>38 289</b>	<b>3 741</b>	<b>3 288</b>	<b>38 742</b>

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Installations gen. agents	9 033	6 544	2 489	de 8 à 10 ans
Materiel de bureau et informat	22 136	17 334	4 802	de 3 à 8 ans
Mobilier	16 115	14 864	1 251	de 5 à 8 ans
<b>TOTAL</b>	<b>47 283</b>	<b>38 742</b>	<b>8 542</b>	

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	20 777	20 571	206
Actif circulant et charges d'avance	55 740	55 740	
<b>TOTAL</b>	<b>76 517</b>	<b>76 311</b>	<b>206</b>

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	42 702
Disponibilités	7 725
<b>TOTAL</b>	<b>50 427</b>

**Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

## Notes sur le bilan passif

Etat des dettes	Montant total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	15	15		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	15 202	15 202		
Dettes fiscales et sociales	194 865	194 865		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	10 030	10 030		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>220 112</b>	<b>220 112</b>		

Charges à payer par postes du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs	14 755
Dettes fiscales et sociales	126 780
Autres dettes	10 030
<b>TOTAL</b>	<b>151 580</b>

## Tableau de Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	Début 'exercice	Affect. Résultat	Augmentation	Fin exercice
Autres réserves	1 401 858,82	99 975,26		150 183,08
Excédent ou déficit de l'exercice	99 975,26	-99 975,26	85 055,96	85 055,96
Totaux	1 501 834,08	0,00	85 055,96	158 689,14

## Autres informations

### Rémunération des organes d'administration, de direction et de surveillance

En cas de rupture du contrat de travail de Mr Dechin, secrétaire générale, consécutive à la dissolution de la Chambre Syndicale de la Répartition Pharmaceutique, cette dernière s'est engagée à lui verser une indemnité équivalente à 12 mois de salaire brut.

A titre d'information le montant des indemnités de fin de carrière au 31/12/2024 s'élève à 107 272.83 € selon les paramètres suivants:

- convention collective pharmacie
- Taux d'actualisation 3.35 %
- Coefficient de revalorisation individualisé
- Méthode rétrospective des unités de crédits projetées

**CHAMBRE SYNDICALE DE LA REPARTITION PHARMACEUTIQUE FRANCAISE  
C.S.R.P.**

Syndicat professionnel

47, rue de Liège  
75008 PARIS

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024**

**CHAMBRE SYNDICALE DE LA REPARTITION PHARMACEUTIQUE FRANCAISE****C.S.R.P.**

47, rue de Liège

75008 PARIS

A l'assemblée du syndicat professionnel C.S.R.P.,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du syndicat professionnel C.S.R.P. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat professionnel à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre mission, nous avons été conduits à contrôler notamment les opérations relatives aux cotisations perçues sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre syndicat professionnel.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat professionnel à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat professionnel ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat professionnel.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat professionnel à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Levallois-Perret, le 26 mai 2025

**AFI AUDIT**  
Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale  
de Versailles et du Centre

Signé par Yannis Giraud  
Le 26/05/2025

ID: tx\_k6MK8XQZxOV8



**Yannis GIRAUD**  
Associé